

Sapin et la DGT en guerre ouverte contre l'Inspection du travail et les agents du pôle Travail

Septembre 2013

Le dernier compte rendu des réunions des DIRECCTEs est une déclaration de guerre, une attaque frontale comme l'inspection n'en a jamais connu depuis sa création, une sorte de traité que nous devrions adopter sans broncher si nous ne voulons pas connaître pire.

Le CTM du 19 septembre validera, sans nous, la structuration en Unité de Contrôle (UC), cellule de base nouvelle de l'inspection.

Un directeur (le DUC - après le DIRECCTE et le RUT, une nouvelle conséquence des soirées « choux à la crème-Grand Marnier » du partenariat public-consultants privés qui préside à la nouvelle RGPP rebaptisée Modernisation de l'Action Publique – MAP), un DUC disions-nous, 8-12 agents de contrôle (les « vilains ») et un « pool » secrétariat (les « serfs »). En fonction de la taille du département, cette nouvelle féodalité pourrait s'organiser avec plusieurs DUCs ayant chacun son duché : soit 200 UC contre aujourd'hui 800 sections. Nous pouvons déjà parier qu'il n'y aura pas deux UC pareilles à travers la France.

La coquille vide de l'UC se remplira au fur et à mesure avec une nouvelle organisation et une activité contrôlée au jour le jour par le dessus : priorité de contrôle, plan de contrôle, portefeuille d'entreprises, spécialisations diverses et variées permettant, de manière un peu plus subtile qu'un redécoupage ou une redistribution du portefeuille, de déplacer les collègues à l'envie, nouvelles entreprises à contrôler, nouveaux chantiers, moins de C pour suivre les dossiers et assurer la permanence du service du quotidien.

La restructuration complète et profonde de l'inspection du travail, et au-delà de tout le pôle Travail, concerne environ 3000 agents du ministère, et se fera en quelques semaines.

Rien ne sera plus comme avant si notre faculté de riposte n'est pas à la hauteur de la déstructuration programmée de l'inspection et notre réaction aussi rapide que la mise en œuvre du plan imposé.

Tous les agents sont concernés par cette restructuration.

Les conséquences sont évidentes et pas besoin de noircir le tableau : changement de métier pour chacun, changement de lieux pour certains. Tous les contacts avec les IRP disparaissent, le travail effectué par l'agent de contrôle dans certaines entreprises s'arrête, pareil pour les gros chantiers, les relations de confiance avec certains salariés et équipes syndicales aussi. Tous les agents de l'inspection sont mutés en même temps à travers la France. Chacun change de section.

Et pour faire quoi ? De l'inspection « plus collective et plus ciblée sur les problématiques ». Bien sûr, Arthur !

En fait un saut dans l'inconnu complet pour tous les agents : « It's a challenge, it's the future ! ».

Quelques naïfs dans nos services y croient ; d'autres convoitent déjà des places et épaulent ceux qui veulent saborder l'inspection.

Il est évident aussi que les effectifs vont baisser à court terme (C, agents de contrôle et ARM), car les restructurations sont faites aussi pour réduire les effectifs, pour décourager les agents qui vont pour certains partir, abandonner le travail et pour d'autres pêter les plombs.

Il y a, disons-le clairement, des risques de suicide et en tout cas de souffrance au travail d'un niveau jamais atteint. Il suffit pour s'en convaincre d'observer ce qui s'est passé du côté de la Poste et de France Télécom qui ont été les véritables laboratoires d'expérimentation de toutes les réformes de casse du service public mises en œuvre et adaptées ensuite aux différents services.

Par contre, la hiérarchie va encore s'enfler : deux cents DUC, avec des pouvoirs d'intervention et de contrainte sur les agents, leur travail, leur secteur géographique...et pour ceux qui ne seront pas assez « ducs », ils seront eux-mêmes cornaqués soit par le RUT, soit (plus probable) par le chef du pôle Travail ; les DIRECCTEs voulant avoir la main directement sur l'inspection.

Il y aura aussi une foire d'empoignes entre les collègues pour partager les sections, les entreprises, les activités, les statuts (IT et CT sous la même coupe du DUC, les mêmes prérogatives mais pas les mêmes salaires),...qui mineront encore un peu plus les services.

L'indépendance de chaque agent de contrôle est évidemment réduite à peau de chagrin dans ce schéma. L'autonomie, le pouvoir d'initiative, l'indépendance, l'auto saisine, le pouvoir de prendre du temps pour une enquête de harcèlement par exemple, la liberté de manœuvre, d'appréciation, de latitude, de libre choix, le temps pour réfléchir, échanger avec les collègues, de musarder pour découvrir de nouveaux risques, thèmes de contrôle sont essentiels dans un travail individuel car l'on est seul à prendre toutes les décisions, ce qui nécessite de la minutie et la mise en place de plusieurs tactiques pour aboutir au résultat souhaité.

Face à cela, même si aujourd'hui des IT se comportent déjà comme des petits chefs avec les CT, la logique des priorités, la surveillance individuelle, la mise en concurrence et donc l'individualisme, vont se renforcer considérablement; ça ne va pas, loin s'en faut, faciliter le travail collectif !

Que faire ?

Dialoguer avec les directions dans ces conditions ? Il n'en est pas question puisqu'il y a eu déclaration de guerre par Sapin. Il ne peut y avoir que confrontation.

Il nous faut imaginer des actions avec le maximum d'agents pour tenter de faire reculer cette contre-réforme.

Soyons intempestifs et imprévisibles, menons des actions répétées et hors cadres convenus: interpellation continue sur plusieurs mois, envahissement de diverses réunions, travail collectif sans la hiérarchie, discussion sur les pratiques professionnelles entre nous, contrôle à plusieurs, refus de traiter les demandes patronales, priorité aux demandes des salariés, boycott de cap sitere, des évaluations et des entretiens individuels, aucune remontée d'informations sur la mise en place des UC, non participation aux groupes de travail, autant d'actions qui vont dans le sens d'une résistance organisée contre ce projet.

Prendre le temps de discuter entre collègues dans les services, sans la hiérarchie, sur la restructuration, sur les dérives pour le métier mises en place, en bref sur l'organisation du travail, en prenant soin aussi des collègues qui pour certains vont très mal le vivre.

Sur le fond, nous savons très bien que nous n'avons pas besoin de notre hiérarchie pour travailler sauf pour qu'elle nous soutienne. Il y a assez de collègues compétents pour aider les nouveaux, pour discuter de la meilleure manière d'aborder tel contrôle, un point de réglementation, un dossier un peu lourd ou sensible...

Notre hiérarchie n'a aucune utilité sociale ; elle prend des postes qui pourraient être affectés au contrôle. Nous avons seulement besoin d'appui juridique et technique (ARM, juristes, ingénieurs, médecins...) et d'agents dans les services de renseignements sans lesquels les demandes des salariés ne seraient tout simplement pas traitées.

Nous invitons nos collègues à refuser de devenir DUC.

En CAP d'IT, nous exigeons, au nom de l'égalité de traitement, comme pour tous les agents A promus, que les candidats DUC soient obligés de changer de département ou de résidence administrative.

**Les 3000 agents concernés n'ont rien à gagner avec cette contre-réforme !
Organisons la riposte avec tous les collègues!**